(XXVIII) de l'Assemblée générale et 65 560 000 dollars des Etats-Unis correspondant aux crédits additionnels ouverts pour le même exercice biennal à la présente session, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

a) Jusqu'à concurrence de 7 218 000 dollars, par la moitié des recettes, autres que celles qui proviennent des contributions du personnel, prévues pour l'exercice biennal 1974-1975 dans la résolution 3195 B (XXVIII) de l'Assemblée générale;

b) Jusqu'à concurrence de 980 000 dollars, par les recettes additionnelles, autres que celles qui proviennent des contributions du personnel, prévues pour l'exercice biennal 1974-1975 à la présente session;

c) Jusqu'à concurrence de 2 523 344 dollars, par le solde ajusté de l'excédent budgétaire à la fin de l'exercice 1973;

d) Jusqu'à concurrence de 325 075 156 dollars, par les contributions dues par les Etats Membres en application de la résolution 3062 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 9 novembre 1973, relative au barème des quotes-parts pour les années 1974, 1975 et 1976;

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 44 925 667 dollars des Etats-Unis, à savoir :

a) 39 105 000 dollars, soit la moitié du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qui a été approuvé pour l'exercice biennal 1974-1975 par la résolution 3195 B (XXVIII) de l'Assemblée générale;

b) 6 893 000 dollars, soit le montant estimatif des recettes additionnelles provenant des contributions du personnel qui a été approuvé pour l'exercice biennal 1974-1975 à la présente session;

c) Moins 1 072 333 dollars, dont 668 683 dollars représentent le montant dont les contributions effectives provenant des contributions du personnel ont été inférieures aux prévisions révisées de 1973 et 403 650 dollars l'ajustement relatif aux comptes de 1972.

2325^e séance plénière
18 décembre 1974

3360 (XXIX). Effets de l'instabilité monétaire persistante sur les budgets des organismes des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Groupe de travail de l'instabilité monétaire⁵⁸ lequel, conformément à son mandat, a étudié diverses solutions possibles aux difficultés dues aux effets de l'instabilité monétaire et de l'inflation sur les budgets des organismes des Nations Unies;

2. *Prend acte également* de l'exposé établi par le Comité administratif de coordination⁵⁹;

3. *Prend acte*, en particulier, de la déclaration du Groupe de travail au paragraphe 10 de son rapport et d'après laquelle les fluctuations monétaires et les poussées inflationnistes allaient vraisemblablement se poursuivre et il n'y aurait sans doute pas de retour rapide à des valeurs fixes;

4. *Note* que le Groupe de travail n'a pas trouvé de solutions généralement acceptées à substituer aux

politiques déjà appliquées à l'Organisation des Nations Unies et dans les institutions qui lui sont reliées;

5. *Prend acte*, en particulier, de la déclaration du représentant du Secrétaire général citée au paragraphe 7 du rapport du Groupe de travail, dans laquelle celui-ci a souligné que le paiement de leurs contributions par les Etats Membres conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et l'élimination du déficit à court terme de l'Organisation supprimeraient bon nombre des problèmes monétaires auxquels l'Organisation se heurte et éviteraient dans une large mesure d'avoir à chercher des solutions;

6. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les autres membres du Comité administratif de coordination, de suivre ces problèmes en tenant compte du rapport du Groupe de travail, des opinions exprimées lors de l'examen de la question pendant la vingt-neuvième session et des autres opinions qui seraient éventuellement exprimées ou communiquées par les Etats Membres, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trentième session;

7. *Prie également* le Secrétaire général de veiller, en examinant ces problèmes, à ce que les programmes et activités concernant les pays en voie de développement n'aient pas à en pâtir.

2325^e séance plénière
18 décembre 1974

⁵⁸ A/9773.

⁵⁹ A/C.5/1622, annexe.

Autres décisions

Rapport du Conseil économique et social (Point 12)

A sa 2324^e séance plénière, le 18 décembre 1974, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Cinquième Commission⁶⁰, a pris acte des sections A.7 et C

⁶⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document A/9984, par. 4.